

*L'Adresse—M. Clark*  
**LE DISCOURS DU TRÔNE**  
 SUITE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

La Chambre reprend le débat, interrompu le lundi 14 avril, de la motion de M<sup>me</sup> Côté: Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général en réponse au discours du trône qu'il a fait à l'ouverture de la session.

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** Tout d'abord, madame le Président, permettez-moi de réitérer formellement, maintenant que votre élection à ce poste est chose faite, les félicitations des députés de mon parti et le respect que nous vous témoignons. Permettez-moi de vous assurer au nom de mes collègues de l'opposition officielle que nous comptons bien collaborer étroitement avec vous de manière que la Chambre fonctionne de façon efficace et démocratique et serve tant l'intérêt national que la volonté nationale.

[Français]

Je voudrais profiter de l'occasion pour féliciter le nouveau député de Rimouski (M<sup>me</sup> Côté). Elle a prononcé hier un éloquent discours, et j'espère qu'elle aura encore souvent l'occasion de s'adresser à la Chambre.

● (1510)

[Traduction]

Je voudrais aussi féliciter le député de Sudbury (M. Frith) qui succède à un homme éminent à la Chambre. Je ne suis pas d'accord en tous points avec son exposé, mais il a bien parlé. La Chambre est un lieu où il importe d'exposer clairement ses positions et où, à l'occasion, des désaccords éclatent.

Je crois qu'il est impératif en ce début de session d'exprimer l'admiration que nous ressentons tous—j'en suis sûr—devant le comportement de Leurs Excellences le Gouverneur général et M<sup>me</sup> Schreyer. Depuis la dernière législature, ils ont tous deux été hospitalisés, et pourtant, cela ne les a pas empêchés de s'acquitter très efficacement de leurs importantes responsabilités envers la nation.

Le discours du trône démontre que les Canadiens attendent beaucoup de la présente législature. Je serai un peu plus précis: les Canadiens attendent beaucoup du gouvernement actuel. Comme je l'ai fait remarquer ailleurs, le problème qui nous confrontait lorsque nous formions le gouvernement, c'est que nous avions un programme sans cependant avoir la majorité nécessaire pour le mettre en œuvre. Le gouvernement actuel jouit d'une nette majorité. Il possède une longue expérience du pouvoir et rien ne saurait l'excuser de tarder à faire face à toutes ses responsabilités, à s'attaquer directement aux problèmes du pays et à en développer le potentiel.

Je regrette, par ailleurs, que le premier ministre (M. Trudeau) n'ait pas fait preuve de plus de courage et d'imagination dans la composition de son cabinet. Certains de ses amis de vieille date méritaient bien de prendre leur retraite, mais certains de ses vieux préjugés ont tenu à l'écart du cabinet des députés comme celui de Kenora-Rainy River (M. Reid), et

celui de London-Ouest (M. Buchanan), et plus particulièrement l'honorable député de Hochelaga-Maisonneuve (M. Joyal) dont les services auraient été vraiment précieux à ce moment-ci de l'histoire du pays en rapprochant le gouvernement des principaux courants de la pensée moderne dans la province de Québec.

Malgré la faiblesse et la lassitude collectives du cabinet, je tiens à féliciter les membres du gouvernement de l'honneur qui leur est accordé et de la responsabilité qui leur est confiée. Mes bons vœux les accompagnent. Je tiens à leur dire dès maintenant que notre parti facilitera l'adoption de toute mesure constructive. Nous attendons du gouvernement qu'il assume ses responsabilités et qu'il s'occupe sans tarder et en toute honnêteté des affaires du Canada.

En ce moment, le Canada est confronté à des problèmes graves sur plusieurs fronts. Le gouvernement servira mal le pays s'il prétend que seul le référendum est important, ou encore s'il permet que les intérêts du Canada souffrent de l'idéologie ou de l'inflexibilité de certains ministres. En parlant d'idéologie, je songe surtout au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray), et en parlant d'inflexibilité, je songe à son champion, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde). Nous avons des problèmes urgents sur le plan de l'unité de la nation, des problèmes attribuables pour une large part au fait que le premier ministre a refusé, dans le passé, de tenir compte du caractère changeant de notre pays. J'y reviendrai plus tard dans mon discours, mais que le gouvernement se le tienne pour dit: l'importance du référendum ne saurait excuser des attermolements en matière de politique économique, de politique énergétique ou de politique étrangère. En effet, tout retard à aborder ces graves problèmes ne pourra qu'aggraver les tensions qui existent au sein de la grande famille canadienne.

Je voudrais tout d'abord traiter de la politique économique. Selon les économistes, notre taux de croissance tombera cette année à son niveau le plus bas depuis 1954. A cause de circonstances nouvelles et des promesses électorales faites par le gouvernement actuel, on peut s'attendre à ce que le déficit budgétaire que prévoyait mon collègue, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), dans son budget de décembre dernier, augmente d'au moins 4.5 milliards de dollars. L'attitude du gouvernement vis-à-vis du secteur privé est pour le moins ambiguë.

Le discours du trône passe entièrement sous silence la charte économique que le premier ministre actuel et les dix premiers ministres provinciaux ont signée en 1978 et qui signalait précisément que l'expansion du secteur privé était un des principaux facteurs de la croissance économique du pays. Mais le discours du trône et les déclarations des ministres chargés des questions économiques laissent présager de nouveaux organismes gouvernementaux, de nouvelles interventions de l'État et de nouvelles dépenses publiques.